

Sur un certain rêve

Au moment de commenter l'ouvrage de Lionel Meney (*Main basse sur la langue. Idéologie et interventionnisme linguistique au Québec*), faudra-t-il parler d'un livre, d'une société, d'individus, d'une langue dans ses multiples états, de convictions, d'idéologie, d'intérêts économiques, du temps, des mentalités, de culture ? Les approches ne manquent pas, tant l'ouvrage est riche, minutieusement argumenté, ce qui tient de l'exception, voire du tour de force, si on le lit comme un pamphlet, genre emporté par excellence ; ce qui tient aussi de la nécessité, si on le lit comme un portrait à charge, c'est-à-dire un type de discours dont le raisonnement se doit d'être implacable pour faire mouche. Car l'ennemi de l'auteur est désigné : c'est le gang des « endogénistes », entendez de ceux qui, au Québec, depuis quelques décennies, s'efforcent d'instaurer une norme endogène, québécoise, en matière d'usage de la langue française. La famille comprend un sous-groupe, les « aménagistes », qui apparaissent comme des endogénistes modérés, mais n'en élèvent pas moins les particularités du français québécois au rang de marqueurs linguistiques significatifs.

Ils sont une poignée de linguistes, explique l'auteur. Ils ont investi différents lieux de pouvoir symbolique de la langue (appareil de l'État, agences gouvernementales comme l'Office de la langue française, facultés, médias, éditeurs de dictionnaires et autres ouvrages normatifs sur la langue) d'où ils répandent la fable selon laquelle le français parlé et écrit au Québec, par un acte de volonté têtue dont cette société-nation est coutumière, peut sans dommages se conformer à la norme qu'aurait édictée l'usage domestique, en vertu du consensus déjà existant en la matière. Cette norme, avant tout lexicale, reste cependant à décrire et à inventorier, disent-ils, ce à quoi répondent certaines initiatives comme le *Trésor de la langue française au Québec*, sous la direction de Claude Poirier, ou le *Grand dictionnaire terminologique* de l'Office de la langue française (en ligne). Mais toutes ces initiatives, depuis l'armada de dictionnaires jusqu'au rapport Larose sur la langue française au Québec, sont entachées de nombreuses incohérences et d'une idéologie manifeste, s'il faut en croire la démonstration étayée de Lionel Meney, aux exemples accablants, fautes d'orthographe et de syntaxe y compris en ce qui concerne le rapport Larose, ce qui ne manque pas de piquant. En outre, cette norme québécoise, précise Meney, la plupart des Québécois n'en veulent pas à l'écrit, ni dans les situations de communication faisant appel à un langage soutenu, et certainement pas à l'exclusion de la norme française internationale, comme en témoignent les critiques souvent féroces adressées à certains de ces ouvrages, dont quelques-uns se doublent d'une pompe à argent public (le *Trésor*), d'autres de flops commerciaux (*Dictionnaire du québécois d'aujourd'hui*, publié par la maison Robert, sous la direction de Jean-Claude Boulanger).

Cinq cents pages, vingt et un chapitres, une alternance voulue entre une approche analytique, souvent comparatiste, toujours fouillée, étayée de nombreuses études et surtout de mille exemples, dont l'abondance n'est du reste pas sans donner le tournis, et une approche de type essai, presque toujours polémique, celle-ci s'appuyant sur celle-là : on referme l'ouvrage de Lionel Meney avec un mélange de

satisfaction – la démonstration est faite, même au prix d'un certain manichéisme – et de lassitude – à quand des rapports détendus avec la langue française au Québec ? (On connaît la réponse naïve des indépendantistes à cette question, aussi n'insistons pas sur ce point.)

L'erreur, née de cette lassitude, consisterait à renvoyer dos à dos les belligérants, à n'y voir qu'une querelle de spécialistes que l'usage, souverain, règlera avec le temps. Ce serait méconnaître la part volontaire qui entre dans l'usage de la langue, dans son apprentissage comme dans sa maîtrise. Chaque jour, on choisit ou non de corriger ses enfants ou les élèves quand ils n'ont pas recours au mot juste ou emploient une tournure fautive. Chaque jour, plus ou moins consciemment, on s'exprime suivant tel ou tel registre selon les circonstances ou son interlocuteur, et le fait, qui relève de la communication et des règles de savoir-vivre, ne compromet en rien son identité. Chaque jour, on choisit ses mots, et cela fait toute la différence du monde s'il vous en vient quatre ou cinq à l'esprit en parlant ou en écrivant, ou le seul mot « chose ». En somme, chaque jour, que cela plaise ou non, on est jugé sur son langage au moins autant que sur sa tenue, ses bonnes manières ou ses actions. Par conséquent, le débat entre partisans d'une norme issue du français québécois pour les Québécois et ceux qui défendent le maintien, pour les mêmes, d'une norme issue du français dit international, est un débat important, même s'il n'est pas vraiment un débat et tient plutôt du dialogue de sourds. L'actualité politique, l'éducation, la culture, les rapports sociaux, la vie quotidienne, l'économie : nombreux sont les domaines concernés par la question. Aussi poursuivons la discussion à partir de cet ouvrage.

Je le dis d'emblée : je souscris à la thèse de Meney, en y ajoutant mon grain de sel. La promotion d'une norme québécoise pour la langue française parlée et écrite au Québec est une solution facile à la portée d'un public ignorant ou fragilisé (même si, ignorants, tous les aménagistes ou endogénistes ne le sont pas au même degré), à un moment où l'éducation – au Québec comme ailleurs en Occident – a besoin de réintroduire exigences et rigueur, de réhabiliter la culture générale et historique. Au Québec, la promotion d'une norme québécoise est l'ennemi intérieur du français que ne veulent pas voir ses plus ardents défenseurs, aux yeux rivés sur l'anglais, volontiers donneurs de leçons à une France par eux jugée trop anglophile. Elle n'est pas affirmation de soi mais repli sur soi, ghetto volontaire.

Cette position formulée, en remerciant l'auteur d'apporter des munitions à ce que l'instinct et l'expérience donnaient déjà envie de penser, je ne peux m'empêcher d'être agacée, certains jours, par le serpent de mer des rapports difficiles et passionnés des Québécois avec la langue française, enjeu identitaire, depuis peu investi de l'espace symbolique laissé vacant par le catholicisme ; enjeu politique, non seulement en raison du projet national caressé par les indépendantistes et des combats autonomistes menés par les fédéralistes au sein du Canada, mais aussi des ambitions du Québec en matière de leadership linguistique au sein de la francophonie ; enjeu économique, et qui l'est d'autant plus que les mobiles des actions menées en son nom sont aussi – et parfois légitimement – culturels (c'est-à-dire ayant toute l'apparence de la vertu). Ainsi, avec raison, Lionel Meney ne dissimule rien des visées de plusieurs auteurs et éditeurs d'ouvrages normatifs du français (dictionnaires, guides de rédaction ou de féminisation, etc.) qui se réclament d'une vision endogéniste : sous couvert de fierté autonomiste, il s'agit d'enlever aux Français et aux Belges les parts d'un marché québécois où l'insécurité linguistique crée une forte demande pour ce genre d'ouvrages, pour ne rien dire du marché scolaire. À en juger par leurs nombreuses rééditions, certains ouvrages y parviennent très bien. J'ajouterais que, dans certains cas, c'est moins parce qu'ils appartiennent à l'école aménagiste que parce qu'ils sont bien conçus (par exemple le *Multi Dictionnaire de la langue française* publié chez Québec-Amérique) et viennent en aide au locuteur québécois souvent embêté par les difficultés proprement québécoises que sa connaissance lacunaire du français fait surgir sur son chemin.

Faut-il pour autant y voir des manœuvres, une stratégie de conquête, comme l'affirme Meney à plusieurs reprises, en vue d'une prise de pouvoir par les partisans de cette école de pensée? Quitte à avoir des airs de Bécassine, je n'arrive pas à imaginer des mouvements de troupe aussi concertés chez

les gens divers ici pris à partie sous le seul vocable « endogénistes », certains mesurés comme Marie-Éva de Villers, d'autres bouffons comme Léandre Bergeron. Certes, la dénonciation de l'auteur est salutaire. Elle se nourrit de la méconnaissance, chez l'adversaire endogéniste, du poids géo-démographique des langues et des multiples usages du français hexagonal. Elle se nourrit aussi des faiblesses méthodologiques des auteurs endogénistes, des réelles et risibles dérives auxquelles ont donné lieu au Québec la féminisation des titres et la francisation à tout crin de certains termes, d'une fierté revancharde de bien des Québécois, aveugles sur les limites vite atteintes du pittoresque authentique, de l'élocution molle et des fautes de syntaxes camouflées en signes identitaires. Il y a là de nombreuses raisons de s'indigner, mais à désigner l'ennemi sous un seul terme sans voir assez – en dépit de quelques nuances apportée par Meney çà et là – ce qui distingue l'éventail des initiatives, n'est-ce pas se laisser entraîner sur la pente du manichéisme ?

Non, dans ce brave Québec, il n'y a pas de complot ni de putsch linguistique qui couve. Il n'y a que l'air du temps, de l'ignorance souvent, une exigüité étouffante, de la naïveté, des intentions louables, des interventions rendues nécessaires, parfois, et dont il faut être prêt à corriger les excès, ce qui n'est pas toujours fait. C'est que tout se tient. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre un peu de champ par rapport au débat sur la norme linguistique et considérer certaines interventions survenues dans d'autres domaines culturels ayant partie liée avec la langue, comme la littérature, l'édition ou le cinéma, et cela à peu près vers la même période, soit au cours des soixante dernières années. On verra que l'adjectif « québécois » y fait florès. La mise en place et la professionnalisation d'une édition québécoise autonome par rapport à l'édition française, l'avènement d'une littérature québécoise distincte de la littérature française et enseignée en tant que telle dans les écoles et les collèges, celui d'une cinématographie québécoise et sa présence dans les salles au Québec, l'industrie québécoise du doublage, pour ne rien dire du théâtre, de la télévision et des variétés québécoises : ce sont là autant de signes d'une affirmation identitaire légitime d'un point de vue culturel, aux retombées économiques tangibles.

Que ce nationalisme se soit exprimé parallèlement au Canada anglais par rapport à l'Angleterre et aux États-Unis, en Ontario français et en Acadie par rapport au Québec, ainsi que dans d'autres sociétés coloniales, et suive un schéma à peu près immuable – assujettissement, imitation, déclassement, dépit et fascination mêlés, rejet virulent, fierté reconquise, substitution indigène, repli défensif, soit de reconnaissance, décripation identitaire, accomplissements, synthèse des influences, maturité, rayonnement – ne doit pas empêcher de combattre ses excès, car il y va de la vigueur même de la culture à défendre. J'évoquerai dans un instant la littérature. Je rappelle maintenant que, de l'avis de plusieurs observateurs spécialisés, la faveur dont jouit le cinéma québécois dans les salles au Québec ne s'est pas faite au détriment d'Hollywood, toujours dominant, mais du cinéma d'auteur français et européen. Que l'industrie du doublage au Québec évite au petit truand du Wisconsin le ridicule de s'exprimer en argot sur les écrans québécois, mais pas toujours certaines tournures boiteuses aux héroïnes de Jane Austen. Dans son plaidoyer en faveur de la laïcité et contre l'idéologie de l'islamisme publié sous le titre *Ma vie à contre-Coran*, Djemila Benhabib revient sur l'éducation qu'elle a reçue dans une Algérie qui, dans la douleur et dans le sang, avait accédé à l'indépendance une douzaine d'années plus tôt et s'était engagée, depuis, dans un processus d'arabisation de la société : « C'est en 1977 que je fis mes premiers pas à l'école. C'était une école publique non loin de la maison. L'enseignement s'y donnait entièrement en arabe avec quelques heures de français par semaine à partir de la troisième année. Je faisais partie de la première cohorte de ce qu'on appelait 'les arabisants' et qu'on surnommait quelques années plus tard les 'analphabètes bilingues'. Ma génération ne maîtrise aucune langue, ni l'arabe et encore bien moins le français. ^[1] »

Ne peut-on, toutes proportions gardées, oser ici un parallèle entre l'Algérie et la situation québécoise, à cette différence près que le passage de témoin culturel s'est fait à l'intérieur d'une même

langue? Excès aussi et dommages collatéraux lorsque, au Québec, la mise en valeur de la littérature québécoise dans les écoles est décrétée à un moment où l'enseignement des humanités recule en Occident et la littérature réduite à sa part congrue dans le cursus scolaire. L'ignorance des écoliers québécois – et de leurs nouveaux maîtres, hélas – des classiques français, anglais, italiens, espagnols, allemands ou américains ne nuit qu'à eux seuls, n'enlève rien à l'importance de ces littératures reconnues par ailleurs, et, en passant, n'augmente pas la connaissance de la littérature québécoise à l'étranger hors du cercle étroit des études québécoises et canadiennes. Mais est-ce tout à fait indifférent que les écoliers québécois, au nom des bienfaits de la lecture, soient gavés des centaines de romans pour la jeunesse publiés par leurs compatriotes au cours de l'année et ignorent l'existence de Huckleberry Finn, d'Alice ou de Gulliver – je veux dire dans le texte, dût-il être adapté à leur niveau, ne serait-ce que pour mesurer l'écart avec le portrait que fait le cinéma de ces mêmes personnages ? Est-ce tout à fait la même chose pour un étudiant en lettres à l'université, qu'il soit à Québec, à Ottawa ou à Moncton, de connaître ses classiques québécois, franco-ontariens ou acadiens, certains bien vivants et croisés la veille en train de faire leurs courses, et de ne connaître les *Fables* de La Fontaine ou *Don Quichotte* que par ouï-dire ? Est-ce tout à fait la même chose pour le grand public québécois d'avoir pour références cinématographiques le Survenant et Séraphin Poudrier plutôt que Don Camillo, si l'on veut demeurer dans un registre à la fois populaire et patrimonial ?

La question est bien sûr mal formulée si elle laisse entendre qu'il faut choisir. Loin de donner envie de restreindre l'offre culturelle au nom de l'affirmation identitaire, le fait d'appartenir, par son histoire, à une culture minoritaire devrait inciter à élargir la palette avec gourmandise, a fortiori dans une société entrée, comme on voudrait le croire, dans les phases plus sereines du nationalisme. Moins que toute autre, les sociétés minoritaires ne peuvent s'offrir le luxe de l'ignorance et de la facilité. Voir les Islandais, les Lettons, voir surtout les Irlandais, qui ont adopté l'anglais et donné au monde la grande littérature que l'on sait. La question est tout aussi mal posée si l'on veut y voir une forme de nostalgie à l'endroit des grandes œuvres du passé : il s'agit d'en créer de nouvelles, en faisant fructifier l'héritage et en étant soi-même supérieurement nourri en tant qu'écrivain, cinéaste, tout ce qu'on voudra. C'est que la partie est plus rude quand elle se joue à l'échelle de la planète, non dans la serre chaude érigée par les siens.

Le lecteur aura compris que je parle toujours de la langue française au Québec et de l'ouvrage de Lionel Meney. Les visées des plus radicaux des endogénistes mènent à une impasse. Poussée jusqu'au bout, leur logique reviendrait à faire s'engager les francophones du Québec sur le chemin inverse qui, du bas latin et des idiomes populaires de la Gaule, a conduit à la langue française. Complexés, paresseux, volontiers fanfarons et revanchards, les Québécois d'origine canadienne-française ont malgré tout suffisamment de santé pour refuser la régression de leur langue au statut de dialecte ou de patois, s'il faut en croire Lionel Meney qui, répétons-le, fait du courant de pensée endogéniste un courant minoritaire. Voilà qui devrait nous rassurer. Les Québécois seraient attachés à la langue française qu'ils ont reçue en héritage, langue polie et transformée par un usage pluriséculaire, souple, précise, riche, dès lors qu'on accepte de se soumettre à sa loi.

Loi : c'est là que le bât blesse. Il reste sans doute à faire une lecture culturelle et sociologique des velléités normatives endogénistes qui, au Québec, poussent sur un terreau nationaliste, on veut bien, mais bénéficient aussi de l'air du temps. Se soumettre à la Loi, aux lois de la langue, à un système hiérarchisé comme le sont la grammaire, la syntaxe et l'orthographe, à un système tout à la fois arbitraire, en ce qu'il garde les traces fantaisistes de son histoire, et logique, en raison notamment de son armature latine et grecque, à un système qui édicte des règles auxquelles il faut se soumettre parce que c'est ainsi, et qu'il y a des gardiens pour le rappeler, voilà qui répugne de plus en plus à notre époque, et pas seulement au Québec. Cependant, la tolérance y est ici plus grande ; elle parade dans les habits de l'inventivité et du pittoresque (s'il est un consensus québécois en matière de langue, c'est

bien celui-là), sous le regard amusé du métropolitain, lui-même rendu plus tolérant par l'époque. C'est vrai ça, pourquoi y aurait-il une vérité de la langue, des fautes, des maîtres, des nuls, raisonnent les uns et les autres ? Pour leur part, les « endogénistes » ont beau être une minorité au Québec, leurs professions de foi autonomistes arrangent plus d'un aspirant-écrivain, faiseur de livres, enseignant à la culture fragile, jargonneux qui concocte les programmes d'enseignement – pas mal de monde finalement. Et le fait n'a rien de rassurant.

Le mot « collectionneur » n'existait pas avant que Flaubert ne l'invente, rappelle l'un de ses spécialistes, Pierre-Marc de Biasi dans la passionnante étude bio-stylistique qu'il lui consacre^[2]. Et dans l'édition Quarto des *Mémoires d'outre-tombe*, une note de bas de page explique que l'anglicisme *partners* qui, en 1811, vient sous la plume d'un Chateaubriand au moment d'écrire ce passage dans ses *Mémoires*, s'explique par le fait que le mot ne sera admis par l'Académie française, sous sa forme francisée « partenaire », qu'en 1835. Ce sont là deux illustrations de rapports détendus avec la langue française qu'il serait si rafraîchissant de voir enfin s'établir au Québec, ce qui nous changerait des procès en purisme et des éloges à la modernité. Il va de soi qu'en plus d'être doués pour les lettres, Flaubert et Chateaubriand connaissaient à fond leur langue et qu'ils la maîtrisaient au moins autant qu'elle les bridait. Et qu'une attitude détendue n'est pas synonyme de laisser-faire, comme vous le confirmera tout pianiste astreint à faire chaque jour ses gammes s'il veut jouer les *Nocturnes* de Chopin, même devant des amis indulgents. Rien de tel, hélas, dans les rapports actuels des Québécois francophones avec leur langue. Pinailage lexical, charge de Croisés contre les anglicismes les plus évidents et ignorance des plus pernicieux, le mot « courriel » brandi comme un trophée : il doit y avoir mieux, non ?

Marie-Andrée Lamontagne*

NOTES

* Marie-Andrée Lamontagne est écrivaine et éditeur.

[1] Djemila Benhabib, *Ma vie à contre-Coran*, Montréal, Vlb Éditeur, 2009, p. 130.

[2] Pierre-Marc de Biasi, *Gustave Flaubert, Une manière spéciale de vivre*, Paris, Grasset, 2010.